

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : A. JAULIAC
☎ : 04.56.59.49.55
📠 : 04.56.59.49.96

AR R E T E DE MISE EN DEMEURE

N° 2012 180 - 0017

Le Préfet de l'Isère
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son livre V, titre 1^{er} (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société UNIDECOR devenue BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS sur son site implanté 13 avenue de Chatte sur la commune de Saint-Marcellin, et notamment les arrêtés préfectoraux n°91-5627 du 3 décembre 1991, n°97-2500 du 21 avril 1997, n°2006-09388 du 30 octobre 2006 et n°2009-00636 du 26 janvier 2009 ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société UNIDECOR devenue BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS sur son site implanté dans la zone industrielle « La Gloriette » sur la commune de Chatte, et notamment l'arrêté préfectoral n°2009-00637 du 26 janvier 2009 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, en date du 26 juin 2012, réalisé à la suite d'une visite d'inspection approfondie effectuée le 8 juin 2012 sur le site de Saint-Marcellin ;

CONSIDERANT que lors de sa dernière visite sur le site de Saint-Marcellin, l'inspection des installations classées de la DREAL a constaté que certaines dispositions des arrêtés préfectoraux n°2006-09388 du 30 octobre 2006, n°2009-00636 du 26 janvier 2009 et n°2009-00637 du 26 janvier 2009 n'étaient pas respectées ;

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par les arrêtés susvisés est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er – La société UNIDECOR devenue BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS est mise en demeure de respecter, dans les délais suivants fixés à compter de la notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2006-09388 du 30 octobre 2006 applicables à son site de Saint-Marcellin, **avant la fin du mois de juillet 2012** (réalisation de contrôles de mise à la terre et d'équipotentialité des équipements des chaînes de peinture à fréquence au moins mensuelle en interne et au moins annuelle par un organisme extérieur),
- les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2009-00636 du 26 janvier 2009 applicables à son site de Saint-Marcellin, **dans un délai de 8 jours** (interdiction d'utiliser des composés organiques volatils (COV) R45, R46, R49, R60 ou R61),
- les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2009-00637 du 26 janvier 2009 applicables à son site de Chatte, **dans un délai de 8 jours** (interdiction d'utiliser des composés organiques volatils (COV) R45, R46, R49, R60 ou R61).

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 5 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, les Maires de SAINT-MARCELLIN et de CHATTE et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société UNIDECOR devenue BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS.

Fait à Grenoble, le **28 JUIN 2012**

Le Préfet,
Pour le Préfet par *délégation*
le Secrétaire Général

Frédéric **PÉRISSAT**